



Participation de l'UIHJ lors de la réunion du Forum sur la justice de l'Union européenne à Bruxelles le 16 octobre 2009

Directive's scope, regarding the sale of property or other rights relating to real estate. Indeed, the Notaries of Europe find that it is not clear from the Directive proposal to what extent this applies to real estate. This clarification is necessary to prevent the Directive from inadvertently encroaching on the powers reserved to Member States.

The Notaries of Europe place particular importance on the efforts of the European institutions in consumer protection. By bringing together key figures in the world of politics and civil society, such as the MEPs Luigi Berlinguer (PES; Italy), Kurt Lechner (EPP-ED, Germany), Jean-Paul Gauzès (EPP-ED, France) and Cristian Silviu Busoi (ALDE, Romania), the Notaries of Europe intended to thus do their bit in the ongoing work.

For further information:

CNUE Office - Tel.: +32 2 513 95 29

Email: info@cnue.be

The CNUE in brief:

The Council of the Notariats of the European Union (CNUE) is an official organism representing the notarial profession at the European institutions. Speaking for the profession, it handles negotiation and decision-making for all civil law notaries in the European Union.

The CNUE includes 21 notarial organisations in the European Union. The European notariats are represented in the CNUE by the presidents of the national notariats. The CNUE operates under the authority of a President, the CNUE's spokesperson, who has tenure for one year.

L'UIHJ a été invitée par la Commission européenne à participer le 16 octobre 2009 à Bruxelles à la réunion du Forum sur la justice sur le thème :

« La crise économique : ce qui peut être fait dans le domaine de la justice ? »

En 2008 la Commission européenne a créé le Forum sur la justice afin de fournir une plate-forme à l'attention des parties prenantes sur la politique de justice de l'Union européenne (UE). Après le lancement de ce Forum, la Commission a organisé plusieurs réunions, notamment sur la reconnaissance mutuelle en matière pénale, la formation en matière judiciaire et e-Justice européen.

Eu égard à la situation économique actuelle, la Commission a décidé de consacrer une réunion thématique du Forum justice sur la crise économique dans un contexte juridique. Cette réunion a eu lieu à Bruxelles le 16 octobre 2009. L'UIHJ a été représenté par son vice-président, Roger Dujardin.

Bien que le lien entre la crise économique actuelle et le secteur de la justice puisse ne pas apparaître comme évident, la Commission estime que l'échelle des difficultés actuelles et leur impact possible sur le fonctionnement des systèmes judiciaires est d'une telle magnitude qu'elle mérite que l'on s'y penche sérieusement. Un échange de vues parmi les praticiens du droit et la Commission peut sûrement mener à une meilleure compréhension des défis existants. Un tel échange aide à concevoir des actions concrètes dans le domaine de la justice capables d'atténuer les effets négatifs de la crise.

M. Jacek Garstka, chef de l'Unité des Affaires juridiques et e-Justice à la Commission européenne, a présenté un exposé sur l'impact de la crise économique sur les systèmes judiciaires européens, établissant que les effets de la crise économique sont apparents dans le fonctionnement de la justice. La réunion a été comprise par quatre parties : justice et sécurité générale, loi économique et financière, droit civil, et aspects de droit pénal de la crise économique.

Pendant une période de récession, les budgets publics ont tendance à diminuer et/ou ne laissent que peu de place pour des actions diverses, de sorte

qu'il y a généralement moins de moyens disponibles dévolus au système judiciaire. Ceci nécessite alors une meilleure efficacité des systèmes judiciaires, ce qui est déjà une tendance et un objectif forts dans la politique de la justice de l'UE et de plusieurs Etats membres. À cet égard, l'utilisation des outils NTIC (e-Justice) permet d'atteindre les objectifs fixés.

Les NTIC peut par exemple accélérer et faciliter la résolution des conflits et les rendre moins onéreux. Les NTIC figurent parmi les outils les plus efficaces pour améliorer l'accès à la justice, pour rendre des démarches plus simples et pour accélérer l'exécution des décisions de justice, en particulier dans les conflits transfrontaliers.

La politique de justice civile pourrait servir de support aux citoyens et aux entreprises affectées par la crise économique. Elle peut aussi servir de base pour éviter de futures situations de crises au moyen d'actions dans les domaines suivants :

- Exécution des demandes : les entreprises et les citoyens doivent pouvoir recouvrer leurs créances. En particulier dans la situation actuelle, où l'accès au capital et au crédit est limité, une exécution rapide des créances impayées peut s'avérer vitale pour la survie des entreprises.
- Assistance judiciaire : pour faire face à la recrudescence des litiges liés à l'impayé, les citoyens, mais aussi les petites entreprises, doivent pouvoir recourir à l'assistance judiciaire dans le traitement de leurs dossiers.
- Insolvabilité/faillite : les procédures collectives et d'insolvabilité jouent un rôle particulier dans un contexte économique de crise. Elles devraient être aussi efficaces que possible. Réduire les délais, la longueur, la complexité et le coût des démarches bénéficierait tant au créancier qu'au débiteur. A chaque fois que cela est possible, et sans nuire



au créancier, les débiteurs devraient pouvoir continuer de gérer leurs affaires et préserver leur environnement de travail. En d'autres termes, les sociétés viables devraient être maintenues dans leurs activités économiques. Des lois équitables sur les faillites devraient permettre de préserver les intérêts des créanciers, des actionnaires et des autres parties prenantes, tout en établissant un système clair concernant les privilèges. Dans ce domaine, les réformes tendent à se concentrer sur les moyens de rendre les juridictions plus efficaces, et d'augmenter la flexibilité des procédures collectives et d'insolvabilité et des lois sur les sûretés, tout en développant les professions orientées vers le traitement des faillites, tels les administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs.

- Compétence internationale : les personnes concernées en Europe pourraient tirer bénéfice de la possibilité de porter leurs litiges devant les juridictions européennes contre des défendeurs demeurant en dehors de l'Union européenne. L'harmonisation des règles subsidiaires de juridiction servirait leur intérêt.
- Mécanismes de gestion de créances : La récession des années quatre-vingt-dix a fait que ce sont développés dans les pays nordiques des mécanismes tels que des services consultatifs de dettes pour les particuliers. En cas de surendettement, les citoyens peuvent demander l'aide du service de gestion des dettes en s'adressant aux autorités locales. Les conseillers financiers habilités par les autorités locales pourraient apporter leur aide au moyen de négociations, conciliations ou arbitrages et proposer des plans d'apurement. Un système

de gestion fiable des dettes aide les citoyens à surmonter les effets d'une crise.

- Agences de recouvrement de créances : le recouvrement de dettes privées va augmenter. Nous devons nous assurer que les agences de recouvrement de créances respectent les droits des consommateurs. L'échange de bonnes pratiques au sujet du recouvrement de créance devrait être amélioré.
- Droit de contestation : les parties au procès devraient avoir le droit de contester les décisions et/ou les mesures affectant leurs droits.
- Les modes alternatifs de résolution des conflits par le biais d'institutions reconnues et fiables ainsi que par l'intermédiaire de tiers de confiance privés (tels que médiateurs, avocats, notaires, conseillers, etc.) est l'un des moyens de faciliter et accélérer les accords entre les parties et d'éviter des poursuites judiciaires prolongées et coûteuses.
- L'attribution des réclamations est une part importante des marchés financiers actuels. Les règles claires sur la loi applicable dans ce secteur augmenteront la sécurité juridique. En ce qui concerne les origines de la crise, ceci semble être un secteur d'importance particulière.
- Réglementation sur les conflits de lois en droit des affaires : l'une des tâches fondamentales de l'UE est de garantir le bon fonctionnement du marché intérieur, en particulier dans un contexte économique difficile. Il n'y a actuellement aucune règle communautaire dans le domaine du droit international privé des sociétés et des personnes morales. Ainsi, nous devons réfléchir sur la nécessité de règles communes sur la loi applicable dans

les situations impliquant un conflit de lois en ce qui concerne l'établissement des sociétés et personnes morales, leur capacité légale, leur fonctionnement interne et leur développement, aussi bien que sur la responsabilité personnelle des actionnaires, des organes et des agents, s'agissant des dettes des personnes morales.

- Clauses attributives de compétence dans les contrats : un marché financier sain et bien développé évite les crises économiques. Un aspect important du marché financier est la possibilité accordée aux parties d'insérer dans les contrats des clauses attributives de compétence.

Roger Dujardin a exposé la position de l'UIHJ face à la crise économique et financière actuelle. Il a souligné que les huissiers de justice européens sont fortement concernés par l'augmentation du nombre de dettes. L'huissier de justice doit se porter garant de la sécurité juridique, notamment dans le cadre d'une exécution d'une décision de justice, où il est évident que le débiteur est avant tout un être humain. Il doit également protéger les droits du créancier, de sorte qu'un équilibre d'intérêts puisse être atteint. Il peut intervenir pour mettre en place un accord de règlement entre le débiteur et le créancier. En période de la crise économique, l'efficacité de l'exécution des décisions de justice et autres titres exécutoires est très importante. A défaut, cela pourrait conduire à une soi-disant « justice privée » où le droit civil et le droit pénal pourraient se rencontrer... Par conséquent il est fondamental que les décisions de justice soient exécutées par un agent d'exécution indépendant, impartial, personnellement responsable et légalement identifié.

Participation of the UIHJ in the EU Justice Forum Meeting in Brussels on 16 October 2009

The UIHJ was invited by the European Commission to participate on 16 October 2009 in Brussels in the meeting of the Justice Forum entitled "Economic Crisis: what can be done in the justice field?"

In 2008 the European Commission established the Justice Forum in order to provide a platform for consultation with stakeholders on EU justice policy. Following the launch of the Forum, the Commission

organised a number of meetings, amongst others meetings on Mutual Recognition in Criminal Matters, Judicial Training and European e-Justice. Given the current economic situation, the

Commission decided to devote a thematic meeting of the Justice Forum to the economic crisis in the context of justice. That meeting took place in Brussels on the 16th of October 2009. The UIHJ was represented by its vice-president, Roger Dujardin.

Although the link between the current economic crisis and the area of justice may not be the most



apparent one, the Commission believes that the scale of the present difficulties and their possible impact on the functioning of justice systems are of such magnitude that they merit serious reflection. An exchange of view among legal practitioners and the Commission can surely lead to a better understanding of the existing challenges. Such an exchange helps to design concrete actions in the justice field capable of mitigating the negative effects of the economic crisis.

Mr. Jacek Garstka, the European Commission's Head of General Justice Issues and e-Justice Unit, gave a presentation on the impact of the economic crisis on European justice systems, noting that the effects of the economic crisis are visible in the functioning of the justice system.

The meeting was divided into four thematic parts: general justice and security, economic and financial law, civil law, and criminal law aspects of the economic crisis.

During a recession, public budgets usually decrease and/or have limited scope for action, so that there may be less money available also for management of the judicial system. This calls for improved effectiveness of judicial systems, which is already a strong trend and objective in the EU's justice policy and several Member States. In this regard, the use of IT tools (e-Justice) is a viable way to make progress.

Where appropriate, the use of modern IT communication tools can speed up and facilitate dispute resolution and render it less costly. It is one of the most important tools to improve access to justice, to render proceedings more efficient and speed up enforcement of judicial decisions, particularly in cross-border disputes.

The civil justice policy could provide support to citizens and businesses affected by the economic crisis as well as prevent future effects or future crisis situations through actions in the following areas:

- Enforcement of claims: businesses and citizens need to be able to recover their debt claims. Particularly in the current situation (where access to capital and credit is limited) a rapid enforcement of claims can prove essential for the survival of a business.
- Legal aid: to cope with increased litigation for claims, citizens and also small businesses may need to resort to legal aid to handle their cases.

- Insolvency/bankruptcy: insolvency proceedings play a particular role in an economic crisis and should be as efficient as possible. Cutting the length, complexity and cost of these proceedings is to the advantage of both creditors and debtors. As far as possible (with regard to creditors' interests), debtors in relevant situations should be enabled to continue their business and to preserve work places, i.e. viable firms should be kept in economic activity. Sound bankruptcy laws have to reconcile this interest with the aim of maximizing the value received by creditors, shareholders and other stakeholders and to establish a clear system for ranking creditors' claims. Reforms in this area tend to focus on increasing court efficiency, as well as to increase flexibility in bankruptcy/insolvency procedures and secured transactions laws, and developing bankruptcy-related professions, such as trustees.

- International jurisdiction: the affected persons in Europe might benefit from the possibility to bring their claims to the European courts against defendant(s) outside of the Union. Harmonisation of the subsidiary jurisdiction rules would serve their interest.

- Debt management/relief mechanisms: The 1990s recession caused the Nordic states to develop mechanisms such as debt advisory services for private persons. In case of over-indebtedness, citizens can apply for debt management from the local magistrate's court. Finance and debt advisors authorised by local authorities help with conciliation/arbitration negotiations and propose settlement plans. A well-functioning debt management system helps citizens to overcome the effects of a crisis.

- Debt collection agencies: private debt collection will increase. We must ensure that debt collection agencies respect the rights of consumers. Exchange of good practices concerning debt collection could be enhanced.

- Right to appeal: the parties to a case should have the right to a review/remedy against decisions and/or measures affecting their rights.

- Alternative dispute resolution (ADR) through recognized and reliable institutions and private services (such as mediators, lawyers, notaries, debt advisors, etc.) is one way to facilitate and accelerate agreements between parties and avoid lengthy and costly court proceedings.

- Assignment of claims is an important part of current financial markets. Clear rules on the applicable law in this area will increase legal certainty. With regard to the origins of the crisis, this seems to be an area of particular importance.

- Rule on conflicts of laws in business/company law: a core task of the EU is to guarantee the good functioning of the Internal Market, in particular in a difficult economic situation. There are currently no European rules on international private law on companies and legal persons. Thus, we need to reflect on the necessity of common rules on the applicable law in situations involving a conflict of laws with respect to the setting up of companies and legal persons, their legal capacity, their internal functioning and winding up, as well as on the personal responsibility of shareholders, organs and agents for debts of the company.

- Choice of court agreements in contracts: a sound and well developed financial market prevents an economic crisis. An important aspect of the financial market is the enforceability of choice of court agreements in contracts.

Roger Dujardin exposed the position of the UIJH in the presence of the actual economic and financial crisis. He underlined that the European judicial officers are very concerned about the increase of the number of debts. The judicial officer must stand surety for legal certainty, where in the course of a judicial enforcement a human treatment of the debtor must be central. He must also protect the rights of the creditor, so that a balance of interests is created. He can intervene to reach a settlement between the debtor and the creditor. The efficiency of the enforcement of judgments and other enforceable titles is in times of economic crisis very important. That could lead to a so called 'private justice', where the civil law and the criminal law could meet each other. Therefore it is important that there is an independent, impartial, personally liable and legally recognized enforcement agent, who is charged with the forced recovery of debts.